

Au Grand Conseil du Canton de Vaud  
Pétition pour modifier une décision obsolète.

Ma demande concerne le PLAN D'EXTENSION, fixant la limite des constructions aux abords des routes cantonales, adopté par le Conseil d'Etat le 21 avril 1967.

Obsolètes depuis les limitations de vitesses, ces limites archaïques n'ont plus de raisons objectives d'être appliquées. Ces routes ont d'ailleurs changé de classification : de No 636c, 630f et 637f, elles sont aujourd'hui No 636b, 630d et 637d.

Ma requête souhaite une décision rapide de la Commission proposant au Grand Conseil de ne plus appliquer ces limites, sauf dans les cas où la commune, ou le Service des routes, justifient une restriction supplémentaire à la Loi sur les Routes.

Depuis une année de vaines interventions m'amènent dans une impasse : ma demande à la Commune ne pourrait être traitée que dans le cadre du PGA, et légalisée qu'après l'approbation du Conseil d'Etat, qui pourrait n'intervenir que dans quelques années, l'introduction des dispositions de la LAT allant forcément la retarder.

#### Considérations générales.

Le Service des routes applique une limite des constructions de 1967, destinée à assurer une visibilité mutuelle aux véhicules arrivant aux carrefours.

C'était l'époque sans limitations de vitesses sur les routes, ce qui n'est plus le cas depuis très longtemps. Ce PLAN D'EXTENSION, fixant la limite des constructions, adopté par le Conseil d'Etat le 21 avril 1967, aurait du être adapté à chaque limitation et réduction des vitesses : d'abord 100 kmh, puis 80 kmh, et enfin aux 60 kmh des signaux d'entrée de localité.

Ce qui n'a pas été fait, mais continue à être appliqué à rebours de tout bon sens dans les localités où la signalisation routière ordinaire est la même qu'en ville : stop ou triangle céder le passage et la limite des 50 kmh.

On ne passe plus à 120 kmh sur cette route, comme chaque jour à l'époque.

Dans les villages urbanisés, il en découle de graves préjudices et injustices. L'Etat veut densifier l'usage des sols zonés, mais il soutient des entraves inadmissibles.

A Servion, le motel doit être agrandi, mais le Service des routes refuse de déroger à cette limite des constructions. L'exploitant doit refuser des clients dans notre région en grand manque de possibilités d'hébergement.

Mais à 150 mètres de là, l'Auberge a bénéficié d'une dérogation pour une pergola. On m'a rétorqué qu'il pouvait s'agir d'une construction de peu d'importance, mais c'est la disposition applicable qui est sans importance. Si elle était vraiment utile et importante, il ne pourrait pas y avoir d'exception à son application rigoureuse.

Démarches.

Un amateur de ma parcelle 64 a demandé à la municipalité si cette limite pouvait être modifiée. Il me transmet cette réponse du syndic : la commune doit l'appliquer.

Je pose la question au Service des routes, la réponse du Voyer du 27 août 2012 renvoie à la Commune. J'y écrit le 29 août, réponse du 12 septembre : la Municipalité n'envisage pas ...

Par lettre du 27 avril 2013, je demande à la Commune la suppression de cette limite.  
Réponse orale : sera traité lors de la révision du PGA.  
Décision trop tardive : le Motel a besoin urgent de s'agrandir, mon client ne pourra pas attendre : il a besoin de nouveaux dépôts pour son commerce.

Servion, le 16 mai 2013,

Robert George.



Annexes :

- Plan d'extension Commune de Servion, routes cantonales No 636c, 630f, 637f, du 10 août 1977. Ancienne classification.
- Exemple de carrefour sur la 630f, traité par le même géomètre, en 1990.
- Lettre du Service des Routes du 27.08.12, RC No 636b et 630 d.
- Lettre à Municipalité de Servion du 29.08.12, avec historique de cette décision par M. le Conseiller d'Etat M.-H. Ravussin.
- Réponse municipalité du 12 .09.12.
- Demande de modification du PGA, du 27.04.13
- **Lettre au Voyer du 1<sup>er</sup> mai 1013. Au téléphone ce matin, il s'est dit fâché par mon insistance, ayant autres choses à faire.  
C'est pourquoi je dépose cette pétition : l'Administration cantonale ne semble pas avoir les compétences légales pour faire évoluer ces limites de constructions.**
- Plan d'extension R.C. 636, 19/1, copie reçue hier au Service des routes. J'avais demandé d'obtenir les données techniques ayant servi de bases à l'établissement de ces limites de constructions aux carrefours. Elles ne sont pas disponibles ! J'évalue qu'il s'agit de la distance de freinage à 100 Km/h sur la route principale (100 mètres jusqu'au point de croisement), et d'une vitesse inférieure sur l'autre route.